



La politique étrangère du Canada et les communications internationales Rapport de Toronto

Sceptique quant à l'engouement que suscite l'idée qu'on se fait en général de la « révolution des communications », M. Hirsh a remis en question l'espoir répandu que les mécanismes du marché et des technologies de plus en plus raffinées nous permettent de résoudre nos nombreux problèmes sociaux; il a insisté sur le fait qu'à cause de la « commodification » de la communication, les droits des citoyens à l'information et à la participation à la démocratie ont été supplantés par le droit du consommateur d'acheter tout ce qu'il peut s'offrir.

Durant la période des questions qui a suivi les deux exposés, les participants ont convenu qu'il s'agissait là de thèmes importants que les différents groupes de travail ne manqueraient pas d'aborder, mais ils ont émis quelques réserves quant à la façon de résoudre les apparentes tensions entre un développement axé sur le marché et un développement axé sur la démocratie, entre la libéralisation des échanges et l'intervention gouvernementale et entre les compressions budgétaires et l'internationalisme.

Quoi qu'il en soit, les participants se sont généralement entendus sur le fait que le Canada doit réaffirmer son engagement à garantir sa vitalité culturelle, l'innovation technologique, la démocratie et sa présence sur la scène internationale.

Groupe de travail N° 1

Le groupe de travail N° 1 a reçu, comme thème polyvalent « Le contenu canadien, la souveraineté et la compétitivité dans une infrastructure planétaire ». Les discussions de ce groupe ont donc consisté à explorer ces trois thèmes et leurs interrelations.

Dans la première partie de la discussion, les participants ont soulevé un certain nombre de

préoccupations et de questions qu'ils espéraient voir reprises dans le rapport final. Celles-ci sont ici résumées sous la forme de questions :

- quels objectifs poursuit-on quand on « exporte » la culture canadienne. Comment peut-on réaliser ces objectifs. D'autres veulent-ils avoir accès à la culture canadienne;
- est-ce que les plates-formes et les programmes actuels des médias reflètent la diversité de la société canadienne. Tous les milieux ont-ils également accès aux moyens de communication au sein de la société canadienne. Tous les milieux ont-ils également accès au processus permettant de diffuser la culture canadienne dans le monde;
- peut-on envisager d'instaurer des partenariats efficaces et mutuellement bénéfiques entre le gouvernement, le secteur privé et la société civile en matière de formulation de politiques des communications, tant dans le contexte national que dans le contexte international. Existe-t-il un carrefour stable entre tout ce qui touche au marché et au commerce et tout ce qui a trait aux valeurs incluses dans la société civile, carrefour qui servirait de plaque tournante à la formulation d'une politique étrangère;
- peut-on traduire toutes ces questions en autant de dispositions réglementaires ou dérogatoires. A-t-on besoin d'un nouveau cadre réglementaire pour régir les nouvelles technologies de communications;
- les paramètres de discussion, suggérés par le titre de cette séance de travail, sont-ils appropriés? Par exemple, la « souveraineté » n'est-elle pas plus importante que la « démocratie ». Existe-t-il un lien direct entre toutes les questions relatives à la « compétitivité » et toutes celles entourant la « culture » et la « souveraineté ».